

70180

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/SR.125(VII)  
1 mars 1965

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Septième session  
Nairobi, 9 - 23 février 1965

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA CENT VINGT-CINQUIEME SEANCE

Tenue à l'Hôtel de Ville de Nairobi  
le lundi 22 février 1965, à 9h. 20

Président : M. MBOYA (Kenya)

puis M. KEDADI (Tunisie)

Secrétaires : M. SYLLA

SOMMAIRE :

Adoption de projets de résolution

Rapport du Comité 2

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur deux exemplaires du compte rendu qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible au fonctionnaire chargé de la coordination des documents (bureau 180). Au besoin, les rectifications pourront être envoyées par la poste après la session au Service de coordination de la Commission économique pour l'Afrique (P.O. Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie), où elles devront parvenir le 30 avril 1965 au plus tard.

## ADOPTION DE PROJETS DE RESOLUTION

Le PRESIDENT annonce que les projets de résolution présentés sur divers sujets ont été examinés longuement à une réunion des Chefs de délégation qui s'est tenue le 19 février et prie instamment les représentants de ne pas rouvrir le débat sur le fond, afin de permettre à la Commission d'aboutir plus rapidement à des décisions.

Groupes de travail (E/CN.14/L.300)

M. DEBRAH (Ghana), au nom des auteurs du projet de résolution, en propose formellement l'adoption. Les auteurs ont cherché à tenir compte des réserves qui ont été exprimées au sujet de la création de groupes de travail qui est suggérée dans la note du Secrétaire exécutif (E/CN.14/L.244).

M. MASSAUOI (Libéria) appuie cette proposition.

M. SON (Sénégal) ne peut voter en faveur du projet de résolution, car un tel vote serait incompatible avec la position qu'a prise sa délégation concernant le projet de résolution sur l'institution d'un système de compensation dans le cadre d'une Union africaine de paiements (E/CN.14/L.294). On avait décidé de supprimer de ce dernier projet toute référence au Groupe de travail sur les problèmes de gestion monétaire et de paiements internationaux.

M. Djim SYLLA (Mali) appuie le projet de résolution sur les groupes de travail, car son objet est conforme à la demande adressée au secrétariat dans le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution sur la création d'un système de compensation dans le cadre d'une Union africaine de paiements.

Le PRESIDENT décide de passer au vote. Les représentants auront la possibilité d'expliquer leur vote par la suite.

Par 18 voix contre 5, avec 8 abstentions, le projet de résolution sur les groupes de travail (E/CN.14/L.300) est adopté.

M. DIAROUNEYE (Niger) doit, en tant que co-auteur de la résolution qui vient d'être adoptée, contester la procédure suivie. Si le Président lui avait donné l'occasion d'expliquer sa position à la réunion des Chefs de délégation, il aurait proposé que le mandat du Groupe de travail de la gestion monétaire et des paiements internationaux soit fixé

par les gouvernements eux-mêmes. Désireux de se montrer coopératif, il en a délibéré avec certaines autres délégations, espérant aplanir le désaccord qui s'est manifesté au sujet de ce Groupe de travail. Il n'a pas non plus exigé la stricte observance des règles de procédure sur la distribution préalable des projets de résolution. Mais s'il avait su quelle procédure le Président envisageait de suivre à la présente réunion, il se peut qu'il eût réclamé le retrait du projet de résolution sur les groupes de travail pour avoir le temps de consulter son Gouvernement.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'il n'a jamais refusé la parole à quiconque, durant la réunion des Chefs de délégation. La suggestion qu'il a faite à l'ouverture de la présente réunion a été inspirée par le désir de hâter le déroulement des débats et d'éviter qu'on reprenne les mêmes discussions. Nul n'ignore que les consultations auxquelles ont procédé certaines délégations en fin de semaine n'avaient abouti à aucun accord.

M. MASON (Royaume-Uni), n'ayant eu qu'à l'instant la possibilité d'étudier la résolution sur les groupes de travail, constate que ce texte ne signale nulle part la participation des représentants des membres associés, alors qu'ils ont collaboré aux travaux des Comités permanents. Le Royaume-Uni, en sa qualité de membre associé de la Commission, est disposé à participer aux activités des groupes de travail si on le juge à propos.

M. SOGLO (Dahomey) a voté contre l'adoption du projet de résolution parce qu'il confère un mandat trop large au Groupe de travail de la gestion monétaire et des paiements internationaux.

M. RAKOTONOMENJANAHARY (Madagascar) a voté contre l'adoption du projet de résolution parce que les groupes de travail envisagés ne seraient pas suffisamment représentatifs de l'ensemble des pays africains.

M. GABALLAH (République arabe unie) a voté contre l'adoption du projet de résolution, parce qu'il est politiquement chimérique d'imaginer que des gouvernements communiqueront leurs intentions à un groupe de techniciens et qu'il est évident que ces techniciens ne pourront pas jouer efficacement leur rôle s'ils sont dans l'ignorance

de ces intentions. Si la forme et la composition des groupes de travail ne sont pas définies clairement, leur création n'aidera pas à atteindre l'objectif souhaité, qui est l'intégration économique.

M. BOUM (Cameroun) s'est abstenu de voter parce qu'il n'est pas encore convaincu que la création de groupes de travail puisse servir l'intérêt du continent africain dans son ensemble. Il pense qu'elle risque au contraire d'aller à l'encontre de la décentralisation recherchée. On peut se demander si la disposition qui figure au paragraphe 3 de l'Annexe B sur la durée du mandat des groupes est judicieuse. Les Etats voudront certainement conserver le pouvoir d'examiner de temps à autre la composition des groupes, afin de leur assurer la plus grande efficacité possible.

M. RASHID (République-Unie de Tanzanie) déclare qu'afin d'accélérer les travaux de la Commission, sa délégation, présentera une déclaration écrite pour exposer ses réserves au sujet du projet de résolution qui vient d'être adopté.

Sessions de la Commission (E/CN.14/L.295)

Le PRÉSIDENT signale que la question de la périodicité des sessions de la Commission a été étudiée à fond à la réunion des Chefs de délégation.

M. SOGLO (Dahomey) propose l'adoption du projet de résolution présenté par sa délégation et celles de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée, de Madagascar, du Mali et du Togo (E/CN.14/L.295).

M. YAKER (Algérie) appuie cette proposition.

M. BOUM (Cameroun), M. GABDOU (Tchad) et M. PINZI (Congo-Léopoldville) appuient le projet de résolution.

M. Djim SYLLA (Mali) souligne que la Commission, pour appliquer sa politique de décentralisation, ne doit se réunir que tous les deux ans; cette réforme donnera aux bureaux sous-régionaux le temps d'intensifier leurs activités.

M. DEBRAH (Ghana) déclare que le projet de résolution présenté par sa délégation et celles de la Nigéria, du Soudan, de la Tunisie et de l'Ouganda (E/CN.14/L.301), pour proposer que la Commission continue à tenir des sessions annuelles, n'a pas été déposé dans l'intention de créer des obstacles. Sa délégation pourra appuyer l'autre projet présenté si le paragraphe 2 de son dispositif est supprimé. Il n'y a évidemment pas de rapport entre l'intervalle fixé pour les réunions sous-régionales et le calendrier des sessions de la Commission elle-même.

M. AHMED (Soudan) est de l'avis de l'orateur précédent et demande si la disposition relative aux réunions sous-régionales qui figure au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution (E/CN.14/L.295) ne pourrait pas être transférée dans la résolution sur la création de groupes de travail qui vient d'être adoptée.

M. SOW (Sénégal) est en faveur de sessions biennales, mais il ne peut non plus voir aucun rapport entre l'objet du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution (E/CN.14/L.295) et la création des groupes de travail.

M. GASHUMBA (Rwanda) s'associe aux vues exprimées par le représentant du Ghana.

Pour M. Djim SYLLA (Mali), la proposition du représentant du Ghana est acceptable, si l'on considère ensemble et le projet de résolution qui préconise des sessions biennales et celui qui traite du Bureau sous-régional de l'Afrique de l'ouest (E/CN.14/L.291). Rien n'exige que l'on inscrive une disposition expresse au sujet des réunions sous-régionales.

Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution relatif aux sessions de la Commission (E/CN.14/L.295), sans le paragraphe 2 du dispositif.

Par 25 voix contre 3, le projet de résolution ainsi modifié est adopté.

Bureaux sous-régionaux (E/CN.14/L.291/Rev.1)

M. Djim SYLLA (Mali) présente le projet de résolution révisé sur les bureaux sous-régionaux (E/CN.14/L.291/Rev.1), qui ne contient plus de référence explicite au Bureau sous-régional de l'Afrique de l'ouest, contrairement à la version initiale (E/CN.14/L.291). Le nouveau texte est le résultat de l'accord intervenu entre les délégations et marque la conviction qu'elles ont que le Secrétaire exécutif veillera aux intérêts de toutes les sous-régions.

M. YAKER (Algérie) appuie le projet de résolution.

Par 29 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution sur les bureaux sous-régionaux (E/CN.14/L.291/Rev.1) est adopté.

Campagne contre l'analphabétisme (E/CN.14/L.280).

M. BOUM (Cameroun) propose l'adoption du projet de résolution présenté par le Comité 2 (E/CN.14/L.280).

M. WARSAMEN (Somalie) appuie le projet de résolution, qui traite d'une question de la plus haute importance.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine (E/CN.14/L.293)

M. YAKER (Algérie) propose l'adoption du projet de résolution.

M. RASHID (République-Unie de Tanzanie) et M. GABALLAH (République arabe unie) appuient cette proposition.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Organisation de la recherche et de la formation en Afrique (E/CN.14/L.252)

M. KIBAKI (Kenya) présente le projet de résolution relatif à l'organisation de la recherche et de la formation en Afrique (E/CN.14/L.252).

M. Djim SYLLA appuie ce projet de résolution.

M. DIAROUMLYE (Niger) désire que le nom de son pays soit ajouté à la liste des auteurs du projet.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Assistance technique aux pays africains (E/CN.14/L.296).

M. YAKER (Algérie) propose l'adoption du projet de résolution relatif à l'assistance technique aux pays africains.

M. AHMED (Soudan) appuie cette proposition.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Banque africaine de développement (E/CN.14/L.292/Rev.1)

M. MASSAQUOI (Libéria) propose l'adoption du projet de résolution présenté par le Comité de rédaction nommé par la Commission (E/CN.14/L.292/Rev.1).

M. POLNEAU (Côte-d'Ivoire) appuie cette proposition.

M. AHMED (Soudan) approuve le projet de résolution dans son ensemble, mais fait des réserves à propos du paragraphe 7 du dispositif, pour les raisons exposées lors de l'examen du point 7.

M. YAKER (Algérie) demande au Secrétaire exécutif si le projet de résolution ne devrait pas contenir une disposition accordant à la Banque le statut consultatif auprès de la Commission.

Le SECRETAIRE EXECUTIF répond qu'aux termes du paragraphe 12 du mandat de la Commission, toutes les mesures nécessaires peuvent être prises pour établir des relations avec la Banque.

M. YAKER (Algérie) dit qu'après cette explication, il accepte le projet de résolution.

M. KEDADI (Tunisie) prend la présidence.

Après un bref débat, M. YAKER (Algérie) déclare être d'avis que, même si l'explication du Secrétaire exécutif semble satisfaisante, il faudrait ajouter au dispositif du projet de résolution une disposition expresse qui en serait le paragraphe 10 et dont le texte serait : "Accorde le statut consultatif à la Banque africaine de développement". Cet amendement permettrait à la Banque de participer aux travaux de la Commission et d'envoyer des représentants aux réunions sous-régionales ou à celles des groupes de travail. M. Yaker exprime le regret que la Banque ne se soit pas fait représenter à la septième session.

M. AHMED (Soudan) déclare qu'il serait souhaitable que la Banque envoie un observateur aux sessions de la CEA et qu'elle le fera sans aucun doute à l'avenir; mais il ajoute que l'amendement proposé par l'Algérie est trop précis et qu'on pourrait y voir un essai de forcer la Banque à demander le statut consultatif. La Banque est un organisme autonome dans les affaires duquel la CEA doit se garder d'intervenir.

M. MASSAQUOI (Libéria) est de l'avis de M. AHMED. La Banque doit être libre de décider si elle demandera ou non le statut consultatif. L'amendement proposé par l'Algérie n'est par conséquent pas nécessaire.

M. HAMONI (Mauritanie) appuie l'amendement proposé par l'Algérie, qu'il considère comme constructif.

Liñ Endalkachew BAKONNEN (Ethiopie) demande au représentant de l'Algérie de retirer son amendement; d'après lui, la CEA ne doit pas donner l'impression de vouloir forcer les décisions d'un organisme autonome.



M. YAKER (Algérie) insiste sur le fait que la Banque et la CEA ont toutes deux été créées pour servir les intérêts du continent africain. La première aurait manifestement avantage à se faire représenter aux sessions de la seconde; c'est pourquoi M. Yaker ne peut pas accepter entièrement les arguments du représentant du Soudan. La CEA a une compétence générale dans le domaine des affaires africaines; le mandat de la Banque est plus restreint et les rapports entre les deux organismes doivent être définis. L'amendement de la délégation algérienne lui semble nécessaire pour assurer que la Banque sera dotée immédiatement du statut consultatif.

Le PRÉSIDENT, parlant en sa qualité de représentant du Kenya, fait observer, en réponse à la critique suscitée parce que la Banque ne s'est pas fait représenter à la présente session, qu'il s'agit d'un établissement tout à fait récent. Il est convaincu que la Banque enverra des représentants aux prochaines sessions. D'après lui, l'amendement proposé par l'Algérie va trop loin; il faut laisser au Conseil des gouverneurs de la Banque le soin de prendre l'initiative à ce sujet.

Le SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION, se référant à la question de savoir si la CEA sortirait du domaine de sa compétence en adoptant l'amendement proposé par l'Algérie, explique que, comme l'a signalé le Secrétaire exécutif, le paragraphe 12 du mandat de la Commission laisse la Banque libre de répondre ou non à l'invitation implicitement faite dans l'amendement proposé. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un problème majeur. Le but de l'amendement est simplement d'exprimer le désir de la CEA de coopérer avec la Banque.

M. BOUM (Cameroun) est du même avis que le représentant de l'Algérie. La Banque est une création des pays membres de la CEA et les rapports entre les deux organisations doivent être définis dans un cadre juridique approprié. L'amendement n'implique nullement un ordre et M. Boum est certain que la Banque souhaitera se faire représenter aux sessions de la CEA pour se tenir au courant des progrès réalisés sur tout le continent africain.

M. Djim SYLLA (Mali) appuie la proposition du représentant de l'Algérie, car la coopération entre la Banque africaine de développement et la CEA sera non seulement utile mais indispensable.

Selon M. DEBRAH (Ghana) la Commission devrait éviter d'adopter une attitude paternaliste envers la Banque africaine de développement et le texte proposé par le représentant algérien donne à penser que la Banque et la CEA ne collaboreront pas à moins d'y être officiellement invitées. Il est donc de l'avis du représentant du Soudan.

M. Amadou SOW (Sénégal) est favorable à l'idée d'une coopération entre la Banque africaine de développement et la CEA et d'après lui, cette coopération serait instaurée plus efficacement si les gouvernements des pays africains se bornaient à prier le Conseil des gouverneurs de la Banque de demander le statut consultatif auprès de la CEA.

M. Mamadou SOW (Guinée) appuie la proposition du représentant de l'Algérie.

Lij Endalkachew MAKONNEN (Ethiopie) fait observer qu'il y a unanimité sur l'opportunité d'une coopération entre les deux organismes; il propose donc une solution de compromis qui consisterait à amender le texte proposé par le représentant de l'Algérie pour qu'il se lise : "Charge le Secrétaire exécutif et le Président de la Banque africaine de développement de prendre des mesures visant à instaurer une collaboration étroite et coordonnée, conformément aux dispositions du paragraphe 12 du mandat de la Commission". Ce texte prouverait amplement que la Commission n'impose pas à la Banque de coopérer avec elle.

M. YAKER (Algérie) approuve l'amendement proposé par le représentant de l'Ethiopie; en tant que deuxième actionnaire de la Banque, l'Algérie attache une grande importance à la coopération effective des deux organismes.

M. AHMED (Soudan) fait observer, à propos du texte proposé par le représentant de l'Ethiopie, qu'avec le mot "charge" la Commission donnerait en fait des instructions au Président de la Banque africaine de développement, qui est un établissement africain indépendant. En outre, par là on nuirait à l'homogénéité du Conseil des gouverneurs.

M. DEBRAH (Ghana) propose de résoudre le problème soulevé par le représentant du Soudan en remplaçant le mot "Charge" par le mot "Invite" et en amendant comme suit le texte du représentant de l'Ethiopie : "... à prendre des mesures visant à instaurer une coopération permanente ...".

Lij Endalkachew MAKONNEN (Ethiopie) accepte l'amendement à son texte proposé par le représentant du Ghana.

M. MASSAQUOI (Libéria) s'oppose fermement à ce que la CEA exerce une influence injustifiée sur la Banque africaine de développement; à son avis, le texte du projet de résolution ne doit être nullement amendé. Le Conseil des gouverneurs de la Banque est parfaitement compétent pour administrer les affaires de la Banque et le Libéria fait pleinement confiance aux membres du Conseil des Gouverneurs et notamment à son Président. Tout naturellement la Banque coopérera avec la CEA.

M. KAKONGE (Ouganda) souscrit aux vues exprimées par le représentant du Soudan.

M. DIAROU MEYE (Niger) propose que la Commission passe au vote.

Après un débat sur la procédure à suivre, auquel prennent part le PRESIDENT, Lij Endalkachew MAKONNEN (Ethiopie), M. YAKER (Algérie) et M. RASHID (République-Unie de Tanzanie), M. BOU-RICHA (Tunisie) propose de concilier les différentes opinions en ajoutant les mots "et dans le cadre de leurs mandats respectifs" à la suite du texte proposé par le représentant de l'Ethiopie.

Lij Endalkachew MAKONNEN (Ethiopie) accepte cet amendement.

M. DIAROUMEYE (Niger) appuie le texte amendé de la proposition éthiopienne.

Par 23 voix contre 7, la proposition du représentant de l'Ethiopie, ainsi amendée, est adoptée.

Le projet de résolution (E/CN.14/L.292/Rev.1), ainsi amendé est adopté.

M. POINEAU (Côte-d'Ivoire) a été autorisé par son Gouvernement à déclarer que toutes les dispositions nécessaires seront prises pour donner une suite favorable aux demandes faites par le Président de la Banque africaine de développement à Abidjan au sujet notamment de l'immunité diplomatique et de l'exonération fiscale. Des bureaux seront mis à la disposition du secrétariat de la Banque et une villa à la disposition du Président et des terrains seront attribués gratuitement à la Banque. D'autres mesures sont prises actuellement pour permettre à la Banque de commencer au plus tôt ses opérations.

La séance est suspendue à 11h. 30 et reprise à 11h. 50.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/CN.14/L.282/Rev.1)

A l'unanimité, le projet de résolution (E/CN.14/L.282/Rev.1) est adopté.

Création d'une union africaine de paiements et d'un système panafricain de compensation (E/CN.14/L.294/Rev.1).

M. AMADOU SOW (Sénégal) signale que sa délégation s'abstiendra de voter sur le projet de résolution, car l'Union de paiements proposée ferait double emploi avec le groupe de travail de la gestion monétaire et des paiements internationaux.

MM. Savi de Tovi (Togo), BOUM (Cameroun), GASHUMBA (Rwanda), KADIKI (Libye), RAKOTONJANAHARY (Madagascar), SOGLO (Dahomey) et DIAROUMEYE (Niger) déclarent que leurs délégations s'abstiendront

elles aussi pour la même raison.

M. Djim SYLLA (Mali) atteste la grande utilité de l'Union de paiements et du système de compensation envisagés. Il espère que la Commission adoptera à l'unanimité le projet de résolution.

Par 23 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution (E/CN.14/L.294/Rev.1) est adopté.

Vote de remerciement au Président de la République du Kenya (E/CN.14/L.309).

A l'unanimité, le projet de résolution (E/CN.14/L.309) est adopté.

Félicitations au secrétariat (E/CN.14/L.307)

A l'unanimité, le projet de résolution (E/CN.14/L.307) est adopté.

Félicitations au Bureau de la septième session, (E/CN.14/L.308).

Lij Endalkachew MAKONNEN (Ethiopie), répondant à une observation de M. DEBRAH (Ghana), propose d'amender comme suit la deuxième partie du troisième paragraphe du préambule : "grâce au dévouement, à la dignité et à la diligence dont le Bureau de la septième session a fait preuve dans l'accomplissement de ses fonctions".

Il en est ainsi décidé

A l'unanimité, le projet de résolution (E/CN.14/L.308), ainsi amendé, est adopté

Coopération économique en Afrique du centre (E/CN.14/L.304)

M. SAVI de TOVÉ (Togo) demande si la Commission ne devrait pas adopter, en même temps que le projet de résolution, le rapport sur les réunions sous-régionales de l'Afrique du centre (E/CN.14/L.306) ainsi que les projets de résolution qui figurent dans ce rapport (annexes 2 et 3).

M. KIBAKI (Kenya) signale que ces réunions sous-régionales avaient un caractère purement officieux et qu'on n'attendait pas qu'elles présentent des projets de résolution officiels à la Commission en séance plénière. La Commission a déjà adopté une résolution visant à renforcer les bureaux sous-régionaux en général (E/CN.14/L.291/Rev.1). Il serait injuste vis-à-vis des autres sous-régions qui n'ont pas encore présenté leurs rapports que la Commission adopte formellement le rapport des pays de l'Afrique du centre. Du point de vue de la procédure, la Commission ne peut que prendre note du rapport.

Après un bref débat auquel prennent part M. BOUM (Cameroun), Djim SYLLA (Mali) et YAKER (Algérie), Lij Endalkachew HAKONNEN (Ethiopie) et AHMED (Soudan), le PRÉSIDENT propose que le secrétariat, lorsqu'il aura reçu les rapports des autres sous-régions, ajoute au préambule de la résolution sur les bureaux sous-régionaux (E/CN.14/L.291/Rev.1) un deuxième paragraphe indiquant que la Commission a pris note des rapports de toutes les sous-régions.

Il en est ainsi décidé

A l'unanimité, le projet de résolution (E/CN.14/L.304) est adopté.

Rapport du Comité 2 (E/CN.14/C.II/1)

M. RASHID (République-Unie de Tanzanie), vice-président du Comité 2, présente le rapport en l'absence du Président du Comité. Il signale que les projets de résolution E/CN.14/L.280, L.311 et L.312, présentés par le Comité 2, ont déjà été adoptés, mais il appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution du Comité relatif à l'amélioration de la coopération technique dans le domaine de la formation en Afrique (CTE 2/6).

M. SYLLA (Secrétaire de la Commission) estime que le projet de résolution CTE 2/6 présenté par le Comité est inutile, car il ne fait en grande partie que reprendre la résolution 110(VI) relative à la formation professionnelle qui a été adoptée par la Commission à sa sixième session (E/3864/Rev.1, page 88).

M. BOU-RICHA (Tunisie), parlant en qualité de co-auteur du projet de résolution CTE 2/6, signale que ce projet contient une idée relativement neuve puisqu'il insiste sur l'assistance que les pays africains peuvent recevoir les uns des autres.

Le PRÉSIDENT suggère de faire mention de la résolution 110(VI) de la Commission dans le premier paragraphe du préambule du projet de résolution CTE 2/6 et de modifier en conséquence le paragraphe 3 du dispositif de ce projet.

Il en est ainsi décidé

Le rapport du Comité 2, y compris la résolution CTE 2/6 ainsi amendée, est adopté.

La séance est levée à 12h.55

125 (L.N.IV)